

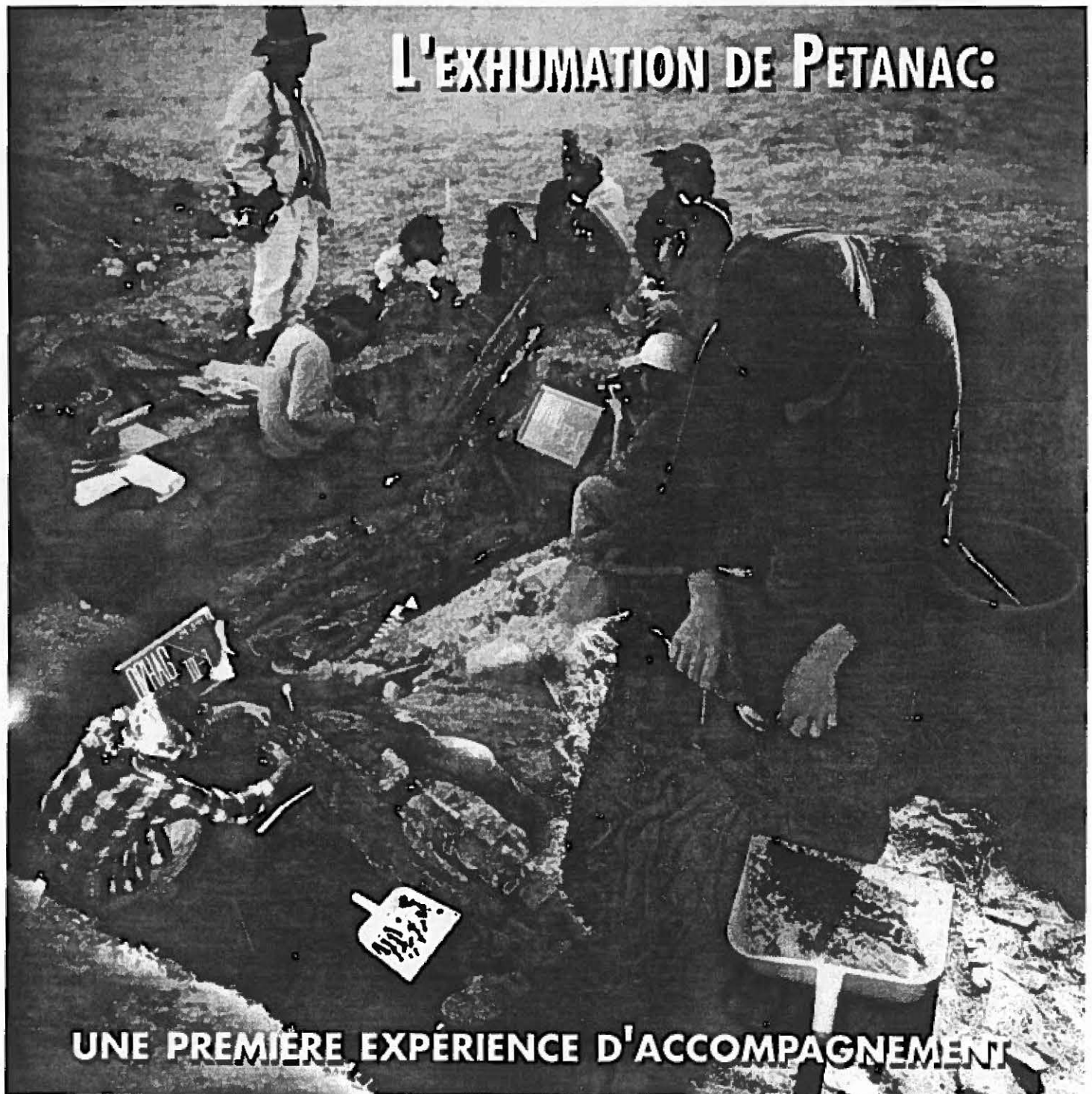
PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec - Guatemala

Ban la fin-tan-fo-mu-tou

BIMESTRIEL

MAI- JUIN 1999, no. 19, Montréal, Qc



L'EXHUMATION DE PETANAC:

UNE PREMIERE EXPERIENCE D'ACCOMPAGNEMENT

ÇA CHAUFFE AU PAQG!

Par Isabelle Gauthier

L'hiver 99 a été des plus productifs pour le PAQG: une douzaine d'accompagnatrices et accompagnateurs au Guate, un nouvel énoncé de mandat, des nouveaux partenaires au Sud, une soirée bénéfique bénéfique, une campagne de financement, une quinzaine d'activités d'éducation et d'information, des assemblées savoureuses, des bulletins, des actions urgentes, des nouveaux membres, une nouvelle coordination au Sud.....J'en oublie sûrement.

Une seule ombre au tableau: nous devons déménager du 420 St-Paul Est (pour aller????). L'Accueil Bonneau met la main sur la bâtisse et jette à la rue une dizaine de groupes communautaires, question de mieux aider les sans-abri..... Alors, si de votre côté vous avez une petite idée, faites-nous le savoir. Nous cherchons la perle rare: des locaux pas cher, pas trop loin du centre, dans un cadre sympathique, avec accès à une cuisine et des espaces de réunion.

Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont appuyé le PAQG dans ses démarches de financement. Votre générosité permet à la solidarité avec le Guatemala de se consolider.

Nous ne pouvons passer sous silence la participation généreuse de tous les bénévoles du PAQG sans qui ce travail n'aurait pas été possible. Un énorme merci! Vous êtes l'âme et le sourire du PAQG. Beaucoup de fleurs et quelques larmes!

Ceci est le dernier «vrai» bulletin avant l'automne. Au courant de l'été nous vous enverrons un petit feuillet annonçant l'horaire des prochaines activités et les dates de reprise en automne.

N'oubliez pas que si ça chauffe au PAQG, c'est que ça carbure au Guatemala. Dans ce bulletin vous trouverez un résumé des actualités, un mot du nouveau coordonnateur au Sud, un article sur le dernier retour des réfugiés écrit par le premier accompagnateur québécois, des nouvelles de l'exhumation de Petanac et du procès Noriega et surtout n'oubliez pas de jeter un oeil sur le nouvel énoncé de mandat du PAQG. Un abrazo solidario!

Un chaleureux Buenooooo du Sud

Depuis le début mars, le PAQG établit ses nouvelles bases de travail au Guatemala. Profitant de la présence au Guatemala de la coordination du PA canadien jusqu'à la fin avril, nous avons organisé la transition administrative du bureau de coordination et effectué le transfert des dossiers que nous jugeons importants et que nous voulons suivre dans les mois et les années à venir.

Comme vous le savez, depuis quelques mois, le PAQG a transformé son mandat afin de pouvoir évoluer parallèlement au contexte guatémaltèque. Nous répondons aujourd'hui à la demande d'accompagnement de nouveaux partenaires impliqués au Guatemala depuis de nombreuses années dans le domaine des droits humains et la lutte contre l'impunité, tels la section des exhumations du Bureau des droits humains de l'Archevêché du Guatemala (ODHAG),

le Centre d'action légale pour les droits humains (CALDH), l'Association des familles des personnes détenues-disparues du Guatemala (FAMDEGUA), la Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala (FAFG) et la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA). Toutes ces organisations participent aujourd'hui au processus «d'éclaircissement historique» et de revendication en appui aux survivants et survivantes des massacres collectifs des années 1980.

Depuis le début mars, les accompagnateurs et accompagnatrices du PAQG ont assuré une présence internationale lors du dernier retour collectif et volontaire des réfugiés-e-s guatémaltèques au Mexique, de deux exhumations et deux procès intentés contre les responsables de crimes contre l'humanité, dont l'interminable procès du massacre de Xaman.

Nous serons six sur le terrain jusqu'à la fin juin et nous espérons, d'ici l'automne, pouvoir accueillir d'anciens

accompagnateurs et d'anciennes accompagnatrices intéressé-e-s au nouveau travail d'accompagnement du PAQG au Guatemala. Nos moyens, comme d'habitude, restent plus que modestes mais il y a énormément de volonté pour que le PAQG puisse maintenir une présence au Guatemala à l'avenir et ainsi poursuivre directement son travail de solidarité avec le Guatemala.

Hasta la vista!

Au plaisir de recevoir de vos nouvelles.
Marc Drouin

Voici les nouvelles coordonnées du
Projet Accompagnement Québec-Guatemala
au Guatemala:

Bureau: 7a Avenida 8-56
Edificio El Centro, oficina 14-19, Zona 1
Guatemala Ciudad, C.A.
Tél: 502-251-7557
Télé: 502- 253-3131 (demandez le timbre
d'envoi)
Courriel: paqg@infovia.com.gt

Adresse postale:
Apartado Postal 2881
Guatemala Ciudad 01901
Guatemala, Centroamerica

LE DERNIER RETOUR

PAR ROBERT TURCOTTE, ACCOMPAGNATEUR DU PAQG ET MEMBRE DU CARREFOUR TIERS-MONDE (COMITÉ AMÉRIQUE CENTRALE) DE QUÉBEC.

Après plus de quinze ans d'exil et de vie dans six camps de réfugiés au Mexique, 67 familles -345 personnes- reviennent dans leur pays, le Guatemala. Ils sont d'ethnies: Mam, Pocomam, Kiche et Ladinos.

Le 21 avril 1999, ils se rencontrent à Cahahotan dans l'état du Chiapas au Mexique et le 22 avril 1999 à 7 h du matin la caravane traverse la frontière El Carmen, Malacatan, San Marcos au Guatemala.

Les organisations présentes sont: CEAR (Commission nationale pour l'attention aux rapatriés, réfugiés et déplacés), ARDIGUA (Association des réfugiés dispersés du Guatemala), ACNUR (Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés), PMA (Programme mondial d'alimentation), MINUGUA (Mission des Nations unies au Guatemala), COMAR (Commission mexicaine d'aide aux réfugiés), PAQG (Projet accompagnement Québec-Guatemala), des accompagnateurs-trices d'Autriche, de Norvège, de France, de Suisse, des États-Unis -pour un total de treize incluant les 3 du Québec- des groupes ecclésiastiques, la police nationale, la Croix-Rouge et des journalistes.

Les véhicules prioritaires prennent place devant et derrière le convoi et les accompagnateurs montent à bord des neuf autobus. Chaque autobus arbore des banderoles avec slogans et publicités des organisations majeures.

Tout le monde descend à Coatepeque pour assister à une messe et à des présentations politico-culturelles. Nous assistons à une série de discours de la part de responsables des principales organisations présentes et de divers invités. Le maire de cette ville et ses citoyens, qui étaient invités, brillent par leur absence; peut-être que l'immense banderole accrochée au mur du bâtiment derrière la scène explique cet état de fait. On peut y lire en lettres gigantesques: URNG (Union révolutionnaire nationale guatémaltèque), l'ex-guérilla devenue un parti politique depuis la signature de la paix.

Après les discours, il y a le salut au drapeau. Nous avons droit à l'interprétation de chansons par un jeune talentueux. Pour clore les activités, un responsable d'ARDIGUA appelle un représentant de chaque organisation qui a travaillé avec eux depuis le début des retours, les invitent à monter sur la scène à tour de rôle pour recevoir un certificat de remerciement.

Le PAQG, a été invité et j'ai eu l'honneur de recevoir le certificat. Je me devais de le remercier publiquement et d'ajouter que ce moment était bien particulier pour moi, car j'ai accompagné le premier retour collectif organisé en janvier 1993 et que je participais présentement au dernier.

Je dois mentionner qu'ARDIGUA n'a organisé que trois retours et tous les autres le furent par les C.P. (Commissions permanentes des réfugiés). Depuis 1986, 41 276 réfugiés sont revenus au Guatemala, incluant les retours non-organisés (c.a.d. sur une base individuelle). De 5 000 à 8 000 réfugiés ont décidé de demeurer au Mexique.

La caravane reprend la route principale pour s'arrêter à l'entrée d'une petite route secondaire. Tout le monde quitte les autobus mexicains pour monter dans les autobus guatémaltèques, genre autobus scolaires jaunes.

Plusieurs véhicules prioritaires abandonnent le convoi au moment de s'engager dans ces routes de montagnes. Elle sont pavées, extrêmement étroites, escarpées, et en bon état. Le paysage est magnifique avec ses forêts luxuriantes et ses plantations de café.

À 17 h nous arrivons à la nouvelle propriété des retournés : la Finca Magnolia Miramar située dans la municipalité de Colomba Costa Cuca, dans le département de Quetzaltenango. Leur territoire est couvert à 95% par une plantation de café et possède déjà toutes les installations pour la récolte du café et pour sa propre production d'hydroélectricité, son église, son école, ses bâtiments administratifs et quelques résidences. Si mes informations sont bonnes, le tout aurait été payé 5 millions de Quetzals (1 250 000\$ can.), un prêt remboursable en dix ans. Leurs conditions de retour me semblent de loin meilleures que celles des autres retournés. L'expérience des autres fut sûrement très utile. Deux mois auparavant, dix familles (51 personnes) ont été envoyées sur place pour préparer l'arrivée des autres. La PMA assurera l'alimentation pour les neuf mois à venir et ACNUR financera divers ateliers de formation tandis qu'ARDIGUA coordonnera les services et l'accompagnement participatif.

Mon voyage dans l'autobus fut une partie de plaisir. Des 32 passagers, 75% étaient des jeunes de moins de quinze ans. Ça ne manquait pas de vie!

Il n'y a pas de retour sans fête. Après les discours, on nous présente une série de spectacles de variétés. François (un accompagnateur québécois) leur offre un spectacle de jonglerie qui fut bien apprécié. Puis un orchestre de neuf musiciens, tous bien vêtus pareillement, prévoit faire danser jusqu'à 9 h le lendemain matin. Plusieurs personnes des villages avoisinants viennent se joindre à la fête. Tous portent leurs plus beaux vêtements. Très peu de personnes portent leurs costumes traditionnels. Le modernisme est omniprésent tant chez les gens du coin que chez les retournés.

Vers 2 h du matin, alors que plus de la moitié des gens sont partis dormir, survient un incident que je qualifierais de diplomatique. Le porte-parole des musiciens, annonce qu'ils vont jouer la pièce *bonne fête* pour un membre de la CEAR; ils sont encore cinq sur le bord de la piste de danse. À la vitesse de l'éclair, le médecin engagé ou volontaire par/de ARDIGUA, s'élançait vers le micro, le saisit et crie : «*Ce n'est pas la fête de la CEAR ni de qui que ce soit de la CEAR. C'est l'anniversaire d'ARDIGUA, c'est la fête d'ARDIGUA. VIVA ARDIGUA! VIVA ARDIGUA! Longue vie à ARDIGUA! VIVA ARDIGUA!!! Maintenant que les retours sont terminés ARDIGUA s'appellera : Association révolutionnaire de développement intégral du Guatemala. VIVA ARDIGUA! VIVA ARDIGUA!*». L'orchestre a mis de côté cette chanson et a fait place à la musique de dance. À 3 h il n'y a pratiquement plus personne. Le projet de jouer jusqu'à 9 h s'arrête là. Je crois que tous avaient leur journée dans le corps.

Je dors 30 minutes, car à 3 h 45, Amélie, François et moi quittons les lieux. Nous marchons jusqu'au prochain village à la lueur de deux chandelles pour aller prendre l'autobus de 4 h 30, qui nous ramènera à la capitale. Nous sommes attendus pour accompagner certaines manifestations dans le cadre des activités commémoratives du premier anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Gerardi.

Les gens de la CEAR, de l'ACNUR ainsi que les autres accompagnateurs quitteront les lieux le lendemain. Une seule accompagnatrice, Norvégienne, assurera une présence pour quelques temps. ARDIGUA souhaite et espère de l'accompagnement participatif pour les mois à venir. C'est à dire des gens qui partageront leurs connaissances avec la communauté.

Nouvel énoncé de mandat du PAQG

Ce nouvel énoncé de mandat est le fruit d'un travail collectif réalisé à partir des évaluations du comité Avenir du PAQG et des informations recueillies auprès de plusieurs organisations de droits humains au Guatemala. Suite à ces recherches et après consultation de ses membres actifs, le PAQG est arrivé à la conclusion qu'en ce moment crucial de l'application des accords de paix, une surveillance internationale était toujours nécessaire au Guatemala et plus précisément auprès des organismes et individus impliqués dans la lutte contre l'impunité.

À cause des contraintes d'espace, nous ne publions ici que l'énoncé de mandat du PAQG. Si toutefois vous désirez lire l'ensemble du document comprenant les Principes et lignes directrices et le détail des différentes activités du PAQG, veuillez nous contacter. Il nous fera plaisir de vous le faire parvenir. Bonne lecture!

Depuis 1992, le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) effectue un travail de solidarité en appui aux populations paysannes et autochtones du Guatemala, exilées au Mexique depuis le début des années 1980. À partir de janvier 1993, ces réfugiés sont retournés dans leur pays de façon organisée et collective. De 1992 à septembre 1998, le Projet Accompagnement à l'échelle pan canadienne a eu le mandat d'élaborer et de maintenir un réseau d'organisations capables de répondre à la demande d'accompagnement international formulée par les Commissions permanentes des réfugiés guatémaltèques au Mexique (CP) avant, pendant et après leur retour au Guatemala. Les CP agissaient à titre de porte-parole officiels des réfugiés guatémaltèques qui habitaient les camps du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR), situés dans le sud du Mexique.

En plus de l'accompagnement physique des réfugiés sur le terrain, le terme accompagnement, dans son sens large, comprend aussi le travail de sensibilisation, de pression politique, de réponse en cas d'urgence et de surveillance qui se fait ici, au «Nord». C'est en tentant de briser leur isolement et en stimulant l'attention internationale sur le Guatemala et le sort de ses ressortissants, que le PA a appuyé la lutte du peuple guatémaltèque pour la dignité et la justice. Depuis janvier 1993, près de 25 000 réfugiés guatémaltèques ont pris part à ces retours collectifs et près de 150 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles du PA les ont soutenus dans cette démarche, en offrant leur présence dans les communautés de réfugiés retournés.

La signature des accords de paix en décembre 1996 et la fin des retours au début de 1999 ont marqué un tournant

décisif dans la situation au Guatemala. Après 36 années de guerre et de répression, le pays a entrepris un difficile processus de reconstruction et de réconciliation nationale. Il y a présentement une éclosion de groupes au sein de la société civile guatémaltèque (en particulier les groupes de défense des droits humains, les organisations autochtones, paysannes et de femmes) qui unissent leurs efforts pour mettre fin à l'impunité et pour faire toute la lumière sur les atrocités commises pendant la guerre.

S'appuyant sur une expérience reconnue et de solides bases d'appui au Québec, le PAQG s'intègre dans cette perspective de changement. Le PAQG maintient, dans la mesure du possible, les liens établis avec les réfugiés retournés tout en poursuivant et en élargissant son travail en faveur du respect des droits humains au Guatemala. Depuis l'automne 1998, le PAQG travaille auprès d'organisations impliquées dans la lutte contre l'impunité et répond à leurs demandes d'accompagnement international. À partir des cas précis exposés par ces organisations, il s'agit d'offrir une présence lors de l'exhumation des fosses communes (cimetières clandestins) qui sont le produit de la répression militaire des années 1980, auprès de témoins oculaires des massacres, lors des procès ou dans la vie quotidienne de personnes impliquées dans le processus de découverte de la vérité historique.

Le PAQG poursuit son travail d'éducation et de sensibilisation au Québec en suivant de près l'actualité guatémaltèque et continue d'offrir une présence internationale au Guatemala (accompagnement, délégations, stages).

Pour participer au travail du PAQG ou pour de plus amples renseignements:

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

420, rue St-Paul Est, bureau 316

Montréal, QC, H2Y 1H4

Tél.: (514) 840-1008 Téléc.: (514) 840-1185

Courriel: paqando@web.net



NOUVELLES DU SUD

N o t i c i a s d e l s u r

Sources: L'hebdo du Guatemala (Cerigua)

LE JUGE SE RETIRE DES CAS GERARDI ET MACK

Guatemala City, 24 mars. Suite à plusieurs menaces de mort, le juge en charge de deux procès d'importance capitale dans la lutte contre les violations de droits humains se désiste.

Le juge Henry Monroy a déclaré qu'il démissionnait à cause du manque de soutien que lui offre la Cour Suprême dans sa lutte contre la corruption, pour des raisons de sécurité et des problèmes de santé.

Monroy avait récemment pris en charge le cas de Monseigneur Juan Gerardi, battu à mort en avril dernier deux jours après avoir présenté un rapport dévoilant les milliers d'atrocités commises pendant la guerre civile. Le juge a également présidé le procès contre trois officiers haut gradés de l'armée accusés d'avoir orchestré le meurtre de l'anthropologue Myrma Mack en 1990. Un grand nombre de Guatémaltèques croient également l'armée responsable de la mort du prêtre.

En janvier dernier, Monroy a établi un précédent dans l'histoire de la justice guatémaltèque lorsqu'il a ordonné la tenue d'un procès pour les suspects de l'affaire Mack. C'est la première fois que des officiers de l'armée de ce rang devront faire face à la justice.

LE GUATEMALA RÉGRESSE EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

Guatemala City, 19 mars. Le Guatemala recule en matière de droits humains, indique la mission vérificatrice des Nations unies (MINUGUA) dans son tout dernier rapport.

Suite à la signature de la paix en 1996, «une baisse notable de violations commises avec la participation ou la complicité des membres de l'État a été enregistrée», indique le rapport. «Cette tendance à la baisse a été toutefois renversée», y affirme-t-on.

MINUGUA accuse les organisations de sécurité illégales et clandestines d'être en grande partie responsables du recul inscrit durant la période du rapport dû à leur «grande capacité opérationnelle et grâce à la tolérance ou à la participation directe ou indirecte des membres

de l'État». La mission a répertorié 50 cas d'exécutions extrajudiciaires, 10 cas de tortures, 50 détentions illégales ou arbitraires et 4 disparitions entre le 1er avril 1998 et le 31 décembre 1998, soit la période couverte par le rapport. Plusieurs des cas mentionnés impliquent des officiers de la Police Nationale, de la nouvelle Police Civile Nationale et d'autres autorités gouvernementales.

Dans le cas d'abus commis par les membres de l'État, les autorités sont réticentes à enquêter ou châtier les auteurs, mentionne la mission. «Les auteurs des crimes se retrouvent systématiquement couverts par des membres et des complices corrompus du système judiciaire et de la sécurité publique, ce qui assure une immunité complète aux criminels», a statué le rapport.

La Mission fait remarquer que seulement 1/4 des policiers de la récente organisation sont des nouvelles recrues et que le reste est composé de membres «recyclés» de l'ancienne force policière.

Le problème des lynchages a également fait l'objet des commentaires de la part de MINUGUA. La Mission a enregistré 38 morts et plusieurs autres blessés lors de lynchages. Dans la plupart des cas, affirme MINUGUA, les autorités n'ont pas seulement fermé les yeux lorsque des foules ont torturé et enfermé des victimes, mais elles se sont abstenues d'enquêter et de poursuivre en justice les instigateurs et les auteurs des crimes. Aux yeux de la population, l'inaction du gouvernement peut être perçue comme un consentement tacite, ajoute-t-elle.

L'INTIMIDATION CONTINUE SUR LES SITES D'EXHUMATIONS

Guatemala City, 17 mars. Une organisation guatémaltèque des droits humains a accusé l'armée d'intimider les travailleurs qui exhument présentement des cimetières clandestins dans la province de Quiché. Le groupe d'appui Mutuel des Familles des Disparus (GAM) rapporte que des soldats ont surveillé les activités des anthropologues légistes et des représentants de GAM à Chupol, Chichicastenango, où les restes de 22 personnes ont été déterrés ce mois-ci.

Selon l'organisation, certains soldats se sont pointés sur le site de l'exhumation alors que d'autres ont observé la scène à distance à l'aide de jumelles. La coordinatrice des exhumations pour GAM, Sara Poroj Vásquez a été l'objet de

surveillance et de filature sur les lieux. Selon GAM, les personnes enterrées dans le cimetière clandestin de Chupol auraient été tuées par des soldats en 1981 lors de la campagne de contre-insurrection sévissant dans la région.

L'incident de Chupol est survenu un mois après que les Familles des Détenus et Disparus (FAMDEGUA) aient dénoncé le harcèlement militaire exercé par les officiers de Huehuetenango lors de l'exhumation du cimetière clandestin de San Francisco, Nentón. Les officiers ont observé les fouilles et photographié des anthropologues et des militants des droits humains présents sur le site.

DES ASSOCIATIONS S'UNISSENT POUR PROMOUVOIR LA RÉALISATION DES RECOMMANDATIONS DE LA CEH

Guatemala City, 13 avril. 43 organismes civils sociaux ont réuni leurs forces afin de pousser l'État à respecter les recommandations du rapport de la Commission de Clarification Historique (CEH) sur les atrocités commises pendant la guerre.

En réaction au peu d'enthousiasme manifesté par le gouvernement envers le rapport publié le 25 février, le bureau du procureur des droits humains a convoqué une réunion de représentants en provenance de divers secteurs de la société guatémaltèque.

Les observateurs locaux et internationaux ont été déçus de la réponse initiale de l'administration d'Alvaro Arzú face au rapport de la CEH, commandée par les deux opposants de la guerre civile (le gouvernement et la guérilla), à travers un des accords de paix de 1996. Après la publication du rapport, le gouvernement a placé une publicité dans plusieurs quotidiens du pays, rejetant plusieurs recommandations importantes, affirmant s'y être déjà conformé en respectant d'autres accords.

En conformité partielle à une des recommandations de la CEH, le ministre de l'éducation Arabella Castro a annoncé cette semaine la publication l'année prochaine de 3 000 manuels scolaires sur l'histoire guatémaltèque à être utilisés sur une base consultative par des étudiants des écoles primaires et secondaires. Elle a également ajouté qu'une annexe du manuel «Synthèse historique du Guatemala» inclura un

Le procès Noriega : l'éternelle impunité

Par Amélie Binette, photographe et accompagnatrice du PAQG

Le 15 avril dernier, le détenu Candido Noriega Estrada, accusé de 155 délits (meurtres, kidnappings, viols) par le ministère Public du Guatemala (MP), a été innocenté pour insuffisance de preuves par un tribunal de Santa Cruz del Quiche. Il s'agit de la deuxième tentative pour condamner l'ex-chef des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) de sa région, depuis le début du procès en 1992. Innocenté pour les mêmes raisons en 1997, puis accusé de nouveau par le MP, il s'est retrouvé en prison où il repose encore et ce jusqu'à la fin complète du procès. Les avocats de la partie plaignante, Lucrecia Barrientos et Ronald Colindres de CONFREGUA (Conferencia de religiosos de Guatemala) ainsi que Elmer Martinez Mejia (représentant du MP) entendent porter le cas en appel, puis comme recours supérieur, au tribunal de la Commission interaméricaine des droits de la personne.

Sur les 155 délits, on ne lui en imputait légalement que treize. La peine demandée fut de 30 ans d'incarcération pour chacun des sept meurtres prouvés, quinze ans pour chacun des cinq enlèvements et douze ans pour le viol dénoncé. Tous ces crimes ont été commis dans la finca de Tululche, département du Quiche, où a eu lieu la reconstruction des faits, le 13 avril dernier.

Couvert par trois accompagnateurs du PAQG (Robert Turcotte, Charles Gaucher et Amélie Binette) cet événement consistait à «mettre en scène» les actions effectuées par l'accusé. La reconstruction a été faite par des témoins sur les lieux du crime, dans le but de mieux vérifier l'authenticité et la logique des témoignages, vue la barrière linguistique omniprésente -les témoins étant d'origine Quiche et ne parlant pas espagnol. Deux traducteurs du tribunal de Santa Cruz facilitaient la communication, mais la langue Quiche n'ayant pas de termes légaux, les témoins avaient parfois peine à saisir les questions, souvent compliquées, prononcées par la juge. Ce qui eut pour effet de provoquer des hésitations et de l'inconfort qui diminuaient leur crédibilité.

Finalement, aucun des 37 témoignages amenés à la cour par les requérants n'a été retenu! On a préféré les dénigrer, invoquant le manque de preuves concrètes, scientifiques et médicales (pour le cas du viol)... et leur imputer des failles, ma foi, injustifiables! Le rapport officiel de la sentence dénombre certaines contradictions parsemées au sein des témoignages. Il est toutefois important de noter que le dit massacre a eu lieu il y a de cela 17 ans, que la mémoire est une faculté qui oublie et que surtout, dans l'intensité du moment, certains détails ont dû facilement passer dans l'ombre... William Ramirez de la fondation Mirna Mack a commenté que «la quantité importante de témoins qui ont reconnu l'accusé comme

étant le responsable du choix des personnes ayant été exécutées est, en soit, une preuve de poids».

Parmi ses conclusions, l'avocate de la défense, Floridalma Queme Aguilar, a affirmé que ces gens (les témoins) «n'ont pas les aptitudes intellectuelles pour effectuer ce type de témoignage», insinuant ainsi que les mots leurs auraient été mis dans la bouche par d'autres personnes et qu'il ne fallait donc pas en tenir compte!!! Il faut croire que la juge en a pris note...

De plus, tout au long du jugement il y avait un manque flagrant de surveillance. Les policiers présents pour la «protection» de l'accusé semblaient bien à l'aise avec celui-ci, échangeant maintes blagues et tapes dans le dos. La famille de Candido Noriega venait même s'asseoir près de lui, derrière la barre, durant les suspensions du tribunal. J'avais l'impression qu'ils allaient juger un voleur de pommes. D'ailleurs, Mario Polanco du GAM (Groupe d'appui mutuel) soulevait à ce sujet que «la mauvaise administration de la justice, le peu de professionnalisme et le manque d'indépendance de l'appareil judiciaire, contribuent à la prononciation de ce type de sentence».

De plus, les preuves et témoignages (famille, amis, collègues de travail) présentés par la défense pour innocenter Noriega se basaient sur le simple fait que ce dernier était un père de famille sympathique, honnête et travaillant. Selon les requérants ces déclarations n'avaient pas plus de poids officiel que les témoignages des survivants et des témoins. Fait étrange, malgré tous ces témoignages et les nombreuses armes et munitions trouvées dans une des demeures de l'accusé, la partie demanderesse n'a pas réussi à prouver formellement que celui-ci faisait partie des défunt PAC. Le détenu a nié savoir se servir d'une arme à feu. Il est clair que cet imposant *ladino* détient une puissance irréfutable auprès des autorités du département du Quiche.

Bref, c'était inacceptable... des instants de pure frustration.

Durant la reconstitution des faits, le fils de Noriega nous a approché, affirmant que tout ce tribunal n'était qu'un jeu politique de la part du gouvernement; que celui-ci voulait prouver à la communauté internationale présente que les choses bougeaient au Guatemala, mais que tout ce processus n'avait pas d'autres valeur ou raison d'être.

Selon le procureur des droits humains, Julio Arango Escobar «c'est inconcevable que quelqu'un qui a commis une série de délits soit mis en liberté, mais c'est perçu comme quelque chose de normal vu la manière dont se pratique la justice dans ce pays». Pour Luis Xep, représentant de COPMAGUA (Coordination des organisations des peuples mayas du Guatemala), ce cas prouve une fois de plus que «la politique d'impunité demeure toujours présente et elle ne se terminera sûrement pas du jour au lendemain».

ANNONCES

PRÉSENCE AUTOCHTONE

9^e Festival de film et vidéo autochtones de
Montréal
Du 8 au 21 juin 1999
à l'ONF, angle St-Denis/Maisonneuve
métro Berri
Tél. 521-2714
<http://www.autochtones.com/festival99>

Ne manquez pas deux superbes films tournés au Guatemala. En présence de Blanca Estela Colop Alvarado, sa mère Angela Alvarado Lopez et son mari Jesus Saloj Panjoj, tous trois acteurs dans *Ixcán*. Dans la vraie vie, Blanca Estela Alvarado est activement impliquée dans la défense des droits des peuples autochtones depuis de nombreuses années.

Ixcán : vendredi 11 juin à 21h
Long métrage fiction de Henrique Goldman, Europe-Guatemala 1998, 75 min.
Les conflits entre générations existent dans toutes les cultures, y compris celle des Mayas. Dans un contexte de post-guerre, une adolescente rejette les valeurs idéalistes de sa mère, alors que la grand-mère fait preuve de pragmatisme. Une jeune femme italienne veut absolument les filmer pour un vidéo et intervient pour leur prodiguer des conseils... IXCAN est une tragicomédie qui brise les schémas ainsi qu'«une critique de la guerre et de la paix au Guatemala» (Miguel Angel Velasco Bitol).

Return to Mayalan
Samedi 12 juin à 17h

Documentaire de Nigel Markham, Canada 1999, 52 min. Par dizaines de milliers, ils avaient fui au Mexique. Ils ont survécu aux atrocités de la guerre au Guatemala, ils ont échappé aux massacres, ils ont abandonné leurs villages incendiés par l'Armée guatémaltèque. Après de longues années vécues dans les camps de réfugiés, beaucoup d'entre eux sont revenus vivre au pays dans le cadre des accords de paix. Parmi les premiers retornados (retournés) se trouvaient ceux de Mayalan, les fondateurs d'une grande coopérative agricole formée majori-

tairement par des autochtones. Mais à présent le futur du collectif est en doute.

Ainsi qu'un vidéo à propos de CONIC

Esas son nuestras tierras
samedi 19 juin à 21h

Et beaucoup d'autres films et vidéos du Brésil, de Bolivie et d'Amérique du Nord!

À ne pas manquer un vidéo sur le Chiapas
Paso a paso la autonomia v. f.
samedi 12 juin à 17h
réalisé par Geneviève Lessard,
membre du PAQG.

QUELQUES SITES INTERNET

Le rapport complet de la CEH est sur l'internet, sauf que le site ne marche pas encore parfaitement. En tout cas voici les trois excellents sites sous les auspices de l'AAAS (American Association for the Advancement of Science).

Commisison d'éclaircissement historique (CEH) Rapport complet en espagnol seulement. Résumés en espagnol et en anglais : <http://hrdata.aaas.org/ceh>

*State Violence in Guatemala, 1960-96
A Quantitative Reflexion*
En espagnol:
<http://hrdata.aaas.org/ciidh/qr/spanish/index.html>
En anglais:
<http://hrdata.aaas.org/ciidh/qr/english/qrtitle.html>

Draining the Sea
An analysis of State Terror in Three Rural Communities in Guatemala (1980-84).
<http://hrdata.aaas.org/ciidh/dts/toc.html>



Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif principal de vous informer de ce qui a trait à la situation des droits humains au Guatemala, ainsi que des activités organisées par le Projet Accompagnement. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au 840-1008.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

textes : Amélie Binette, Mary Ellen Davis, Marc Drouin, Isabelle Gauthier, Véronique Lebel Bêliveau, Robert Turcotte.

mise en page : Caleli Castillo

correction : Roberto Nieto, Isabelle Gauthier

photos : Mary Ellen Davis, Marc Drouin

Le Projet Accompagnement est un groupe de solidarité qui offre un appui communautaire aux réfugiés retournés et aux organisations guatémaltèques impliquées dans la lutte contre l'impunité.

Le travail du PAQG comprend 4 volets : sensibilisation et éducation; actions urgentes; accompagnement physique; pression politique

**Projet Accompagnement
Québec- Guatemala**

420 St-Paul Est, bureau 316
Montréal, Qc, H2Y 1H4
Tel : (514) 840-1008
Fax : (514) 840-1185
Courriel : paqando@web.net

VOUS DÉMÉNAGEZ?

Faites nous parvenir votre nouvelle adresse ainsi que tout autre information pertinente (tel, fax, courriel). Cela nous évite de faire des envois inutiles et vous permet de rester branchés sur le Guatemala.

PROCHAINE ASSEMBLÉE MENSUELLE

La dernière assemblée des membres avant les vacances d'été aura lieu: Samedi le 12 juin de 13 à 16 h au 420 St-Paul Est, #316. Bienvenido!

- sommaire du rapport de la CEH afin que les étudiants «soient mis à jour et se familiarisent avec la signification du conflit armé dans notre pays et avec le processus de négociations qui a mené à la signature de la paix».

GERARDI : UN AN APRES SA MORT, LES GUATEMALTEQUES RECLAMENT LA VERITE

Guatemala City, le 25 avril. Majoritairement constituée de 40 paroisses de Guatemala City, une foule venue des quatre points cardinaux s'est massée à la cathédrale, dont on avait décoré les quatre colonnes de blanc, de rouge, d'orange et de vert. Aux innombrables paroissiens arrivant des 14 provinces du pays, se sont ajoutés des visiteurs de l'Amérique centrale, du Mexique, des États-Unis et de l'Italie.

Débordant sur la place Centrale, qu'encadrent la cathédrale et le Palais national, la foule a été évaluée comme étant la plus nombreuse au Guatemala depuis la visite du pape en 1997.

Beaucoup plus qu'une cérémonie religieuse, l'événement n'était pas sans rappeler aux autorités guatémaltèques qu'une bonne partie de la population, y compris l'Église catholique, demeure fort insatisfaite de l'enquête menée sur le meurtre de Monseigneur Gerardi, survenu le 26 avril 1998. Le sermon, prononcé par l'évêque de la province d'Alta Verapaz, Gerardo Flores, est venu nourrir la croyance fortement répandue selon laquelle Monseigneur Gerardi a été tué pour que perdure le lourd silence qui pèse sur le passé du Guatemala. Rappelons que Gerardi avait été sauvagement assassiné deux jours seulement après le lancement du premier compte rendu détaillé des atrocités commises durant la guerre civile, un vaste ouvrage qu'il avait dirigé.

L'Église catholique demeure fermement persuadée que le motif du crime est politique, et suspecte l'implication de militaires dans l'assassinat.

«Ils l'ont tué parce qu'il détestait l'injustice et prônait l'égalité. Ils l'ont tué parce qu'il ne pouvait pas demeurer insensible à la grande misère de son peuple, un peuple humilié, dépossédé, exploité et massacré» a scandé Flores devant l'assemblée.

Encore la semaine dernière, lors d'un entretien privé à la cité du Vatican, le pape Jean-Paul II pressait le président Alvaro Arzú de résoudre le crime «le plus tôt possible».

Durant toute la durée des célébrations, c'est par douzaines que les groupes de défense des droits de la personne, d'ici ou d'ailleurs, ont fait écho à la prière de l'Église. Dans une déclaration de la Fondation Myrna Mack, on a qualifié l'absence de progrès dans cette affaire de «sérieux recul dans le processus de consolidation de la paix» au pays, accusant les autorités d'encourager

l'impunité et le silence. Les preuves ont été contaminées et/ou détruites, l'information, manipulée et cachée ; quant à la liberté d'action des représentants de la justice, elle est de beaucoup amputée, a affirmé l'organisation humanitaire.

DES MEMBRES DES PAC SONT LIBÉRÉS DANS DES CIRCONSTANCES SINGULIÈRES

Guatemala City, le 3 mai. Dix-sept hommes, accusés des crimes commis durant leur service au sein des Patrouilles de défense civile (PAC), une force paramilitaire dissoute depuis 1996, ont obtenu leur libération cette semaine -cinq d'entre eux par une ordonnance de la cour, et les autres, par la force.

À l'aube du 30 avril, la capitale provinciale de Huehuetenango est réveillée par un attroupelement de 600 individus, armés de machettes et de bombes artisanales, qui avancent avec détermination vers la station de police locale. Prenant d'assaut l'édifice, la foule défonce la porte principale et délivre de leur cellule 12 anciens patrouilleurs des PAC. Le maigre contingent de police en service ce jour-là n'a offert aucune résistance.

Chacun des fuyards purgeait une peine d'emprisonnement de 25 années pour avoir joué un rôle dans le meurtre de Juan Chanay Pablo, un activiste du Comité pour l'union des paysans (CUC). C'est lors d'une protestation contre les unités paramilitaires, survenue en 1993 à Colotenango (Huehuetenango), que Chanay avait trouvé la mort sous les balles des PAC, alors qu'un photographe et deux autres protestants avaient été blessés.

Les habitants de Colotenango croient que le transfert prochain des prisonniers de Huehuetenango vers le centre de détention de Cantel, dans la province de Quetzaltenango, n'est pas étranger à l'assaut du 30 avril. Par ailleurs, deux jours avant la libération des prisonniers, un juge avait annoncé que la sentence prononcée contre les hommes serait ratifiée.

Selon le CUC et la Coalition nationale des veuves (CONAVIGUA), cette libération spectaculaire «n'est ni un hasard, ni un acte spontané». Des représentants des deux organismes détiennent des informations indiquant que les anciens chefs des PAC de cette région, pourtant inactives depuis 1996, planifiaient leur coup depuis plus d'une semaine et avaient lancé un appel à plusieurs ex-patrouilleurs pour qu'ils se joignent à eux. Des témoins ont affirmé que des membres des familles des prisonniers avaient également pris part à l'offensive.

La Police civile nationale a envoyé des renforts afin d'aider les forces locales à appréhender les fugitifs, mais ces derniers semblent avoir pris le large.

NOUVELLES DE QUÉBEC

Par Véronique Lebel Bilodeau

Voici un bref résumé des activités qui sont présentement en cours pour le comité de Québec. En novembre dernier, le comité a été approché par l'association canadienne des Nations unies afin de collaborer avec cette dernière à un événement portant sur l'habitat: Habitat 2000. Ce projet est prévu pour octobre 2000 et porterait sur les divers aspects de l'habitat dans la ville de Québec et dans d'autres villes à travers le monde. Le comité PAQG a été fortement intéressé par la visibilité et la sensibilisation sur la situation au Guatemala qu'offrait ce projet. Présentement, il est délicat pour le comité de parler plus en détail de ce projet car l'association canadienne des Nations unies n'a pas reçu les subventions attendues. Avant de faire appel à l'implication des membres et de mieux vous informer sur ce projet, nous attendons les décisions à venir sur la tenue ou l'annulation de l'événement Habitat 2000.

De plus, le comité a décidé d'agrandir ses champs de compétences et d'intérêt en élargissant ses préoccupations à toute l'Amérique latine. Dans ce sens, le comité désire créer des collaborations ponctuelles avec les autres organismes qui se penchent sur les questions concernant cette région du monde. Des lettres vont être envoyées à ces derniers afin de leur démontrer officiellement nos intentions de s'associer avec eux lors de certaines activités. Aussi, nous prévoyons la tenue d'une réunion avec eux en septembre prochain.

Nous faisons également des démarches de subventions afin de pouvoir offrir un poste de coordination avec salaire au début septembre ou au début janvier. En terminant, nous vous invitons à lire l'article de Yan Muckle, membre du PAQG, portant sur les exhumations et la situation au Guatemala, dans la revue L'Actualité du mois de mai.